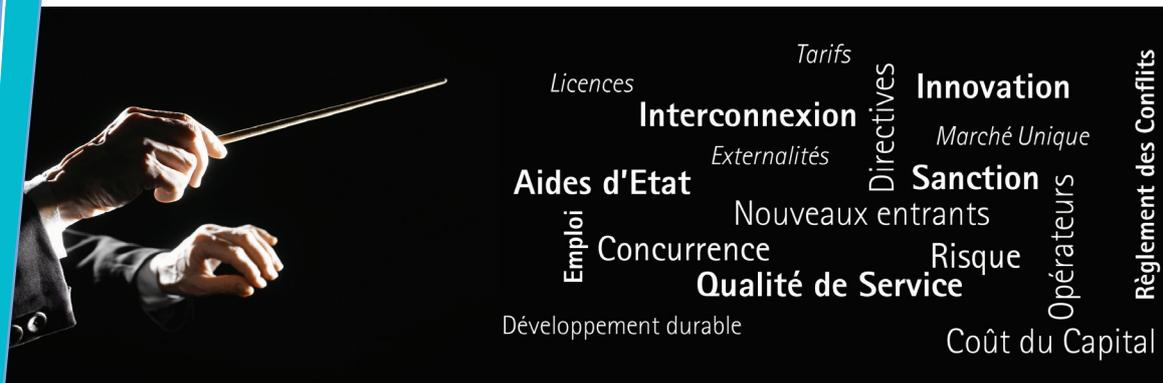


Certificats
et Executive Master

Concurrence et Régulation



Des enjeux majeurs,
une complexité à maîtriser

Formation en partenariat avec la Chaire Gouvernance et Régulation
et le Club des Régulateurs



Fondation Paris-Dauphine



Objectifs

Cette formation permettra aux participants d'intégrer des fonctions variées (études, négociation, encadrement) ou de faire évoluer leur carrière au sein des entreprises régulées, des autorités de régulation, des pouvoirs publics, ainsi que dans des entreprises de conseil ou des cabinets juridiques.

L'objectif principal de la formation est **d'articuler les dimensions technico-économiques, institutionnelles et stratégiques de la régulation**. Il s'agit de :

- ▶ Maîtriser les techniques de la régulation
- ▶ Analyser les leviers d'intervention, le statut, l'organisation et les moyens des entités impliquées dans la régulation
- ▶ Comprendre comment s'organisent les relations entre les parties prenantes de la régulation
- ▶ Se familiariser avec l'articulation des institutions au plan européen
- ▶ Savoir gérer les complémentarités entre les autorités de régulation et de concurrence, ainsi qu'avec l'exécutif et le judiciaire.

La perspective transectorielle et transnationale retenue facilite les comparaisons et l'identification des meilleures pratiques.

Secteurs Analysés

- Banque, Finance & Assurance
- Energie
- Médias & Communication
- Santé
- Télécom & Poste
- Transports
- Numérique

Le modèle de la régulation s'est imposé à partir des années 1990 comme un moyen d'articuler, d'une part, l'ouverture à la concurrence et d'autre part la volonté de mener des politiques publiques dans des industries clés. Il s'agit d'éviter les dysfonctionnements et les crises dans des industries où les interdépendances sont fortes, de ne pas dupliquer inutilement les investissements, de permettre l'innovation, ou d'assurer la réalisation d'objectifs collectifs tels que la sécurité sanitaire, l'aménagement du territoire, la transition énergétique.

Pour ce faire, la régulation doit tenir compte des **spécificités technico-économiques sectorielles, des contraintes institutionnelles**, marquées de plus par une pluralité d'arènes politiques (locales, nationales, européennes), ainsi que des **enjeux stratégiques** pour les pouvoirs publics et les opérateurs économiques. Les spécialistes de la régulation doivent ainsi faire preuve d'une triple compétence :

- ▶ en économie de la régulation et des secteurs concernés,
- ▶ en stratégie (commerciale, industrielle et financière) des opérateurs de ces industries
- ▶ en matière institutionnelle (droit et politiques publiques).

Formation

L'Université Paris-Dauphine propose une formation destinée aux cadres travaillant ou appelés à travailler sur la régulation, tant du côté des entreprises que de celui des pouvoirs publics ou du monde associatif.

Afin de répondre à des besoins variés, nous avons conçu une formation modulable et organisée autour de **trois certificats indépendants mais complémentaires**, qui peuvent être acquis séparément ou cumulés (pouvant donner lieu à la délivrance d'un diplôme d'executive master).

Dans le but d'articuler cadres d'analyse et expériences opérationnelles, les enseignements seront dispensés, entre autres, par des :

- ▶ Académiques (Paris-Dauphine, CentraleSupélec, IAE de Paris, Florence School of Regulation ...)
 - ▶ Régulateurs (ACPR, AMF, ARAFER, ARCEP, ARJEL, CEPS, CNIL, CRE, CSA, DGAC, ASI, FCA, HAS, ...)
 - ▶ Conseils juridiques et consultants économiques (Frontier Economics, De Pardieu Brocas Maffei, PwC, Ylios...)
 - ▶ Représentants d'institutions publiques (Conseil d'Etat, Cour des Comptes, Conseil Général de l'Economie)
 - ▶ Hauts fonctionnaires d'institutions internationales (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne, OCDE...)
 - ▶ Directeurs juridiques et économistes d'opérateurs
- Des débats seront également organisés autour d'interventions de grands témoins (Présidents d'entreprises régulées, décideurs au sein de la Commission Européenne, personnalités politiques, hauts fonctionnaires, ...).

Via la Chaire Gouvernance et Régulation et le Club des Régulateurs les auditeurs bénéficieront de la possibilité d'échanger avec un solide réseau d'experts issus de **21 partenaires** – dont 7 entreprises régulées, 8 autorités de régulation, 3 institutions publiques, 3 cabinets d'avocats et de conseil – ainsi qu'avec une équipe pluridisciplinaire regroupant plus de 20 universitaires, par ailleurs fortement impliqués dans des réseaux internationaux.

3 certificats indépendants, mais complémentaires

Concurrence et Régulation

Méthodes et Modèles

Les objectifs et les outils de la régulation sont abordés à travers les prismes de l'économie, du droit et de la science politique. Un recul historique permet de mieux comprendre les dynamiques politiques et institutionnelles contemporaines.

Les principes économiques fondant l'action des régulateurs sont explicités en détail. Les modalités d'action de ces derniers et le cadre institutionnel dans lequel ils agissent, sont analysés.

Une dimension comparative entre modèles nationaux et entre modèles sectoriels permet de mieux comprendre la portée et les contraintes de mise en œuvre des instruments juridiques mais aussi de droit souple sur lesquels s'appuient les régulateurs.

Stratégies des Entreprises

Le point d'entrée de ce certificat est celui de l'entreprise face à la régulation. Il s'agit tout d'abord de revenir sur les méthodes de calcul économique et d'évaluation des risques, et sur les principes de gestion financière propres aux secteurs régulés.

Sont également analysées les contraintes organisationnelles et managériales résultant de la régulation (compliance, dualité activités régulées et non-régulées, etc.), en tenant compte des aspects transnationaux et des interdépendances entre régulations sectorielles.

Le programme couvre enfin les stratégies contentieuses et les stratégies d'influence que peuvent déployer les entreprises pour agir sur leur environnement réglementaire.

Grands Défis

La régulation tente d'articuler politiques publiques et stratégies des acteurs dans des secteurs où la gestion des interdépendances entre parties prenantes est stratégique. Les opportunités comme les risques en la matière sont profondément impactés par les mouvements de fond qui affectent nos économies et nos sociétés — globalisation, construction européenne, changement climatique, inclusion et cohésion sociale, transformation numérique, etc. Par ailleurs, l'innovation redessine sans cesse le paysage concurrentiel et tend à remettre en cause certaines justifications de la régulation tout en suscitant l'apparition de nouveaux risques et de nouvelles demandes collectives.

Cette session vise à doter les auditeurs d'un ensemble d'outils pour mieux appréhender les défis auxquels la régulation devra répondre et s'adapter, tout en soulignant l'apparition de nouvelles modalités de gouvernance.

L'Executive Master

Les participants souhaitant obtenir un diplôme de niveau Master 2 doivent valider les trois certificats et mener un projet de recherche individuelle tutorée sur un contexte, un cadre institutionnel ou un cas réglementaire (décision, sanction, litige, décret).

Les partenaires de la Chaire Gouvernance et Régulation

Mécènes



Partenaires institutionnels



Cour des comptes



Partenaires experts



DE PARDIEU BROCAS MAFFEI
AVOCATS

Les membres du Club des Régulateurs



Comité économique
des produits de santé



Hadopi



Direction du diplôme

Eric Brousseau,
Professeur
Université Paris-Dauphine

Contact

Aminata Gory,
Assistante de Formation
Tél.: (33) 01 44 05 44 76
aminata.gory@dauphine.fr

Modalités d'admission

- examen du dossier de candidature, intégrant notamment un CV, une lettre de motivation.
- la qualité des études (diplômes, mentions...) ainsi que l'adéquation de l'expérience professionnelle au programme constituent les principaux critères de sélection.

Public

La formation s'adresse spécifiquement à des cadres travaillant au sein :

- d'autorités de régulation, ou amenés à traiter des questions de régulation au sein des pouvoirs publics que ce soit au sein des administrations centrales ou des collectivités territoriales.
- d'entreprises opérant dans les secteurs régulés.
- de cabinets de conseil en stratégie, en communication d'influence, en régulation.
- de sociétés d'économie mixte ou relevant de l'économie sociale.

Les candidats sont des professionnels en activité titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5 ou d'un niveau admis comme équivalent. La qualité de l'expérience professionnelle peut être prise en considération pour intégrer des participants ne possédant pas un diplôme bac + 5.

Informations pratiques

- Les certificats sont proposés en 2x1 semaine à plein temps.
- Pour obtenir l'Executive Master : validation des trois certificats et soutenance du projet tutoré.
- Dates des formations à consulter sur le site internet.
- Les sessions de formation se tiennent à l'Université Paris-Dauphine.
- Chaque certificat donne lieu à la réalisation en équipe d'une mission de diagnostic.

Le tarif de la formation est de 5 000 € par certificat.



Université Paris-Dauphine
Formation continue
Pl. du Maréchal de Lattre
de Tassigny
75016 PARIS

Retrouvez-nous aussi sur le site de
Dauphine Formation Continue
www.formation-continue.dauphine.fr

www.concurrence-regulation.dauphine.fr

